

Le Président Modeste BOUKADIA s'arc-boute sur la nomination du Premier ministre, chef de gouvernement

Au verrou constitutionnel, il donne la clé pour le déverrouiller...

"Nous sommes autant riches que la France si ce n'est plus ; comment fait-elle pour faire face à son endettement ? Voilà pourquoi le gouvernement aurait pu donc nous faire adhérer, si cela leur rendait si " heureux, très heureux " au club des Pays Riches Très Endettés ! Notre pays, avec ses immenses réserves pétrolières prouvées, son bois, ses autres ressources stratégiques de première et deuxième catégorie et sa population de moins de 5 millions d'habitants n'a rien à envier aux pays producteurs de pétrole du Golfe. L'IPTE rend inéluctable la nomination d'un Premier ministre, chef de gouvernement. Qu'on vienne me prouver le contraire ! " dixit Modeste BOUKADIA

que probable. Un avertissement à la majorité UMP qui fait de l'étranger le bouc émissaire de l'échec gouvernemental alors qu'il devrait se préoccuper davantage du Peuple français ? C'est plus que certain. En tout cas, le Peuple Français vient d'adresser un message clair au Président Nicolas Sarkozy pour sa politique africaine qui est à mille lieux de ses promesses électorales. Mais,

pour sortir du marasme économique car tous ces pays de l'Afrique sont à construire ; nous sommes en conséquence les meilleurs alliés de l'axe Paris/Strasbourg/Washington pour la relance économique internationale pour sortir de la récession mondiale parce que nous sommes pour la stabilité du Congo et de la sous-région ; nous sommes pour la paix sociale et non pour la " chasse aux sorcières ". Nous faisons appel à toute la classe politique pour qu'ensemble nous construisions l'avenir de notre Pays avec le conseil, l'appui et l'expérience de nos partenaires multiples.

C'est la raison pour laquelle le Premier ministre François Fillon a relevé sans ambiguïté que " ces résultats n'ont pas de signification politique du fait de la forte abstention ".

Il est clair que le message du Premier ministre français ne s'adresse pas seulement au Peuple Français mais aussi en direction de l'Afrique francophone et du Congo en particulier car depuis l'élection du

la situation macro-économique du Congo et de l'environnement international notamment des rôles du Trésor Public, de la Banque centrale, des banques primaires et de la Banque du Commerce Extérieur à mettre en place après restructuration du secteur bancaire. Ces dispositions constituent les éléments les plus déterminants pour amorcer la réhabilitation, la création des entreprises. Il nous faut impérativement procéder à un recensement général de la population pour connaître le nombre d'habitants que compte le Congo ; cette donnée est essentielle pour la projection de la masse monétaire circulante à émettre par la Banque centrale du Congo qui doit être impérativement chez nous. Lorsque ces indicateurs sont communiqués au Président de la République, dans sa fonction de chef de l'Etat c'est-à-dire en tant que Patron de la puissance sociale et économique publique, il fixe le PIB pour le fonctionnement optimal de l'Etat





Modeste BOUKADIA

John Luis Malga : La France a voté pour les élections régionales. Au 1er tour, le taux d'abstention était de l'ordre de 46% ; au second tour, il est de 52,78%. On dit que " Paris est votre village ", quels enseignements tirez-vous de ces taux d'abstention qui semblent confirmer un essouffement de la politique de l'UMP, le parti du Président français, Nicolas Sarkozy ? De même Monsieur le Président, vous continuez à soutenir l'idée de la formation d'un nouveau gouvernement ; ou disons-le clairement d'un gouvernement d'union nationale. Ne pensez-vous pas que cette question n'est plus d'actualité dans la mesure où le Congo vient de réussir brillamment son examen d'entrée à l'IPTE ?

Président Modeste Boukadia : La France est notre premier partenaire. Nous suivons donc de très près ce qui se passe dans ce pays ami dont nous avons une

longue histoire commune, la langue, notre capitale Brazzaville partagée entre elle et nous pendant les heures sombres de l'Occupation allemande de la France, les Congolais morts pour la France, l'espérance de la création de la Communauté France/Afrique même si cette idée a été abandonnée au détriment de certains intérêts qui n'ont rien à voir avec l'Afrique et la France. Sa politique est donc intimement liée à la politique de nos pays francophones d'Afrique. En effet, 46% de taux d'abstention pour le 1er tour aux élections régionales françaises est un taux très important puisque c'est quasiment la moitié des électeurs qui a déserté les urnes. Cette désertion s'est confirmée au second tour puisque le taux d'abstention est quasiment de 53%. Peut-on y voir une sanction de la politique française qui favorise des monarchies en Afrique ? C'est plus

j'ai bon espoir qu'il rectifiera car la FRANCE AUTHENTIQUE est pour le changement en Afrique pour renouer de véritables relations responsables vu la conjoncture internationale. Les difficultés du Congo et de l'Afrique équatoriale sont au cœur des Françaises et des Français car ces pays ne méritent pas de vivre sous le seuil de la pauvreté parce que les atouts économiques et humains ne manquent pas. La France produit des équipements que le Congo peut acquérir en échange du pétrole. Le Congo est un allié géostratégique incontournable pour l'Hexagone, l'Europe et les Etats-Unis parce qu'il est le carrefour de l'Afrique, lieu où s'effectuent les échanges de la sous-région équatoriale qui détient la quasi-totalité des richesses naturelles. La construction des Etats-Unis de l'Afrique Centrale offrirait la meilleure opportunité pour nos amis des Mers du Nord

confirme bien le changement d'alliances stratégiques de l'Europe et des Etats-Unis vis-à-vis de l'Afrique qui doit impérativement s'engager dans la démocratie, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'Homme. Et je m'en félicite. Il devient donc limpide, comme l'eau de roche, que les résultats bruts, de l'élection présidentielle de juillet 2009, que le Président Sassou Nguesso et nous-mêmes détenons, prouvent " qu'ils n'ont aucune signification politique " c'est-à-dire que le Président de la République ne peut continuer à gouverner seul. Les habitants du Congo qui constituent la grande majorité de ce pays, qui s'est abstenue, doivent être entendus. C'est cette décision, c'est ce signal fort que tout le monde attend. Sans cette décision, il est difficile d'obtenir des investissements pour la réhabilitation des usines, des hôpitaux, des routes, des lycées et écoles, etc. ou encore de promouvoir la création des entreprises parce que notre monnaie n'est pas crédible du fait qu'elle n'est pas le résultat d'une activité économique émanant d'entreprises ayant des objets sociaux. Le Président de la République a donné la trajectoire dans le " Cahier des charges ". Pour la deuxième partie de votre question, je voudrais bien vous donner raison ! Mais laissez-moi vous dire que tout le Pays, tout notre Peuple est dans la consternation ; un sentiment que je partage profondément. Pour sortir notre Pays du gouffre, je fais des propositions tenant compte de

création de notre richesse nationale à partager entre tous les habitants du Congo. Le PIB reflète donc la richesse à affecter à chaque Congolaise et chaque Congolais ; c'est ce qui fait que notre Pays soit dans les Pays Riches ou dans les Pays Pauvres. En l'occurrence, notre Congo ne peut pas être affecté dans la catégorie des Pays Pauvres Très Endettés. Pour le vérifier, commençons par faire un bon budget c'est-à-dire en partant des dépenses et non des recettes. Très récemment, à la suite de la forte intention du gouvernement grec de mettre la Grèce en faillite pour endettement excessif, le président Barack Obama a donné des orientations qui vont dans le même sens que mes propositions pour repenser le rôle des banques centrales.

Aussi, je suis navré que le gouvernement ait fini par achever les Congolais par son initiative PPTTE comme le dit l'adage " on achève bien les chevaux ! " Il ne reste plus qu'au Président de la République de tirer les conséquences que le point d'achèvement du gouvernement a été largement atteint et dépassé ; ce qui rend inéluctable la nomination d'un Premier ministre, chef de gouvernement pour engager le pays dans la voie des réformes socio-économiques pour faire face à la paix sociale par la réhabilitation des entreprises avec notre programme de marché intérieur, la solution aux problèmes qui se posent au pays.

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

Au verrou constitutionnel, il donne la clé pour le déverrouiller...

Pouvez-vous imaginer un instant qu'un pays, comme le Congo, béni des Dieux, qui est assis sur d'immenses ressources naturelles prouvées, fleuve Congo, pétrole on et off-shore, bois, or, diamant, manganèse, forêts abondantes, accès à la haute mer, côtes océanes, nombreux cours d'eau, réserves de Mpasa mines, potasse de Mboukou, fer et cuivre de Lefoutou, mercure, uranium, métaux et metalloïdes du genre coltan indispensables pour les circuits électroniques d'ordinateurs, de téléphones et de satellites, un pays situé sur l'Equateur avec un ensoleillement régulier et une pluviométrie généreuse, etc. ; un Pays que d'aucun nous envie où les Sté pétrolières se fabriquent des fortunes en un temps record, et pour combler notre bonheur, nous sommes 2,5 millions d'habitants, soit à peine le quart de la population qui vit à Kinshasa ; ce pays aux richesses insolentes dont je parle est le Congo que nous aimons tant parce que c'est l'héritage laissé par nos Ancêtres, peut-il être placé par effraction, pour avoir été très mal gouverné, parmi les Pays Pauvres Très déshérités ?

Les dires que le gouvernement ne peut réussir brillamment son examen d'entrée " le ne sais pas

" avec un tel résultat ? Ce serait un comble pour nos cadres de demain ! Le gouvernement n'a pas " réussi son examen d'entrée " ; il vient de plomber au contraire la bonne exécution du " Chemin d'Avenir ". C'est pour cela qu'il doit être sanctionné ; ce gouvernement ne mérite plus d'être repêché pour quadrupler la même classe !

Ce n'est pas nous qui avons prononcé le verdict de son changement, à la suite des critiques sur la façon peu orthodoxe de gouverner le pays sans lisibilité, c'est le FMI et la Banque mondiale qui ont rédigé l'Acte de condamnation et d'application des sanctions contre le gouvernement. Il reste au Président de la République de ne peut plus être ni sourd ni aveugle de ce que la population attend de lui : une nouvelle équipe gouvernementale. C'est ce que le FMI et la Banque mondiale attendent aussi.

Le pays avait connu pareille situation en 1989 avec le Plan d'Ajustement Structurel (P.A.S.). Une nouvelle équipe dirigé par un Premier ministre, chef de gouvernement avait pu réparer les erreurs de ses mauvais conseillers qui, depuis continuent de l'induire sans cesse d'erreur en erreur jusqu'à nous mettre la tête dans une nasse où il sera difficile de s'en sortir.

Pour désamorcer cette crise qui pourrait engendrer un mécontentement général, un nouveau gouvernement dirigé par un Premier ministre, chef de gouvernement n'est pas une décision de luxe ni de trop ! Quant à ses ministres auxquels il avait fait confiance, ils n'ont pas de raison pour lui en vouloir puisqu'il les a gardés de 1997 jusqu'au gouvernement de 100 jours. C'est une longévité ministérielle honorable qu'il faut apprécier à sa juste valeur et en être reconnaissant à qui de droit !

Je pense que les députés RMP/PCT vont jouer politiquement le jeu afin que leur champion s'en sorte. Ils peuvent se saisir pour procéder à la mise en forme des éléments constitutionnels indispensables pour que le Président de la République n'aille plus au charbon ! La retouche constitutionnelle minime sur la disposition de création d'un poste de Premier ministre, chef de gouvernement et ses attributions se fait en moins d'une demi-journée, c'est la durée d'un Congrès Extraordinaire du Parlement pour régler ce type de questions qui se pose dans cette Constitution du 20 Mars 2002. C'est la seule retouche qui paraîtrait acceptable et souhaitable par les grandes démocraties. En tout cas, c'est le

Oui, je travaille mais pour le Congo. Je travaille pour que tous les habitants de notre Pays de l'intérieur et de l'extérieur aient un minimum de dignité. Je travaille pour que toutes les compétences que comptent notre Congo na biso soient prises en compte. Oui, je travaille pour que " ça se fera " se fasse maintenant et non demain afin que le pays soit dans la stabilité. Oui, je travaille pour des relations consolidées avec l'Europe, la France, les Etats-Unis car un pays comme le Congo en tant qu'Etat moderne doit pouvoir compter sur de relations fortes.

La paix des armes a été installée puisque tout le monde est rentré à Brazzaville. Chacun a été réhabilité. Je ne reviens pas sur ce que j'ai déjà dit que le Président de la République n'ignore pas le précepte d'équilibre qui dit : lorsqu'on met une bougie dans une main, de l'autre on met impérativement du sel, kôko mângi, kôko mungua ! Sinon tout ce tintouin, tout ce tintamarre n'aura servi à rien.

Notre pays a besoin de stabilité pour réhabiliter nos entreprises, pour créer des nouvelles entreprises en important des équipements en contrepartie de la vente de nos ressources. Il nous faut donc travailler dur ensemble pour passer la bataille de la paix

Si nous aimons ce pays, comme je l'aime parce qu'il nous vient de nos Ancêtres, nous devons l'aider en travaillant ensemble à sa construction en mettant en place des solutions crédibles, durables et fiables.

Je pense que l'homme politique doit avoir la capacité de laisser de côtés ses ressentiments personnels pour œuvrer à la stabilité du pays surtout ici chez nous, au Congo, avec ce que nous avons tous vécu, avec les moments difficiles et les expériences douloureuses que la population a subis. La responsabilité indique qu'il faut avoir un minimum de respect des électeurs, des compatriotes. Bref, du Peuple. Nous, hommes politiques, avons été la cause de beaucoup de détresse à l'endroit de nos populations, je pense qu'il y a un moment qu'il faut savoir arrêter de gâcher la vie des gens, la vie des Congolaises et des Congolais pour des problèmes de relation personnelle. Nous devons avoir l'humilité de regarder en face tout ce gâchis que nous hommes politiques avons provoqués.

Maintenant, c'est ensemble, c'est à l'unisson, en faisant fi du passé et des ressentiments que nous devons nous retrouver pour procéder à une saine réparation de nos défauts. Le

Le gouvernement a vraiment réussi son examen. Je dirai plutôt que sa mauvaise gouvernance vient d'être mise en évidence par le FMI et la Banque mondiale. Je suis même étonné que certains ministres se sentent heureux de cette mauvaise nouvelle, de cette mauvaise décision. Pour des gens responsables, le mieux qu'ils auraient fait, non seulement est de se taire mais de présenter leur démission au Président de la République pour avoir failli, pour avoir trompé le Peuple. C'est ce que l'on appelle de la Haute Trahison. La question qui peut être posée est celle de savoir qui a ordonné, qui a imaginé ce hold-up perpétré à la manière des gangsters de l'Ouest ! En tout cas, la responsabilité politique commande une sanction politique à l'endroit du gouvernement. Sans cela, il est à craindre que c'est le Président de la République qui sera montré du doigt d'avoir conçu et dirigé le braquage de notre patrimoine commun. Doit-il prendre cette responsabilité vis-à-vis de la communauté internationale alors que ses Pairs de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale viennent de lui confier un " mandat de relance " au dernier Sommet de Bangui des chefs d'Etat des pays de la CEMAC en janvier dernier ?

C'est pourquoi je ne dirais pas que le gouvernement " vient de réussir brillamment son examen d'entrée ", mais qu'il a lamentablement échoué avec fracas ! Quel élève ou quel étudiant aurait été déclaré " admis

Je suis scandalisé que certains ministres, et en particulier celui en charge des relations avec le Parlement s'éclatent de rire à Radio-Congo se disant être " très heureux " d'appartenir au club des Pays Très Pauvres alors qu'on vient de dire que la Trêve sociale doit être maintenue, ce qui est une potion plus qu'amère à faire avaler chez les fonctionnaires qui eux font bien leur travail.

L'IPPTE est une décision grave. Je pense en toute logique que le Président de la République devra recevoir l'ensemble de la classe politique pour échanger et s'entretenir avec tous les acteurs politiques pour voir comment nous allons faire pour nous s'en sortir. En tout cas, c'est ce que feraient ses Pairs des Mers du Nord. C'est cela la concertation et le dialogue dans la vie politique d'un pays. Que cela ne s'interprète pas comme une caution, un blanc-seing qu'on lui délivre pour cette erreur gravissime car la dignité et la fierté des Congolaises et des Congolais ont été atteintes. J'ose espérer que le Président de la République va devoir rectifier le tir puisque l'idéal est inaccessible ; qu'il faut procéder étapes par étapes, par rectifications successives avec de nouvelles personnes pour restituer cette dignité et cette fierté !

Quant à la formation d'un nouveau gouvernement, le sujet est plus que jamais d'actualité. Il est vrai que c'est une décision qui ne regarde que le Président de la République ; mais force est de constater que nous nous trouvons dans une situation de crise aiguë, crise financière et crise de confiance.

meilleure manière de l'aider pour que le Congo du marasme et du laxisme. D'ailleurs, c'est un prêt pour un rendu puisqu'il les a voulu députés et sénateurs. Cela n'empêche pas non plus le Président Sassou Nguesso de convoquer le Congrès du Parlement pour lever les verrous constitutionnels puisque celui-ci lui est acquis sans concession.

J. L. M. : Il y a une certaine opinion qui accredit la thèse selon laquelle vous serez proche de Mpila, raison pour laquelle vous n'avez jamais été menacé ou inquiété par le gouvernement ?

M. B. : Soyez sérieux Monsieur ! Vous voulez dire que si on est indépendant, on essuie les foudres du pouvoir de Mpila ! Monsieur, soyez rassuré que mon nom ne se trouve pas dans le petit carnet de M. Sassou Nguesso qu'il garde jalousement ! Quand on manque d'arguments politiques pour contrer un adversaire, il n'est pas nécessaire de divertir les gens à Washington et/ou à Paris que Modeste Boukadia est de connivence avec Sassou Nguesso ; que Modeste Boukadia n'est pas connu à Brazzaville et à Pointe-Noire !

A propos de connivence, quel mal y a-t-il si c'est pour la stabilité du pays, si c'est pour qu'il n'y ait plus de drame, pour que le Congo avance, pour que le Congo se construise même si je ne suis pas dans ce cas d'entente ? Non, je ne suis pas connu dans les milieux où paissent ces gros Messieurs, ça c'est vrai ! Ce qui prouve que je ne suis pas en accointance...

pour gagner le soutien de la paix sociale. Nous devons tout faire pour réhabiliter tout le monde pour qu'il n'y ait pas de déçus.

Quant à être menacé ou inquiet, je ne comprends pas votre question. Comme je ne comprends pas la pièce de théâtre qui se joue ici et là car je ne possède pas le livret où tout serait certainement expliqué ! En tout cas, la situation dans laquelle le pays a été plongé nous interpelle tous ; elle ne devrait pas nous donner le temps de nous distraire pour assister en permanence à cette espèce de pièce de théâtre à plusieurs volets et en plusieurs actes ! Non, je n'ai pas le livret détaillant le déroulement de cette pièce d'ailleurs médiocre tant la mise en scène est déplorable !

Vous savez, je suis honnête vis-à-vis du Peuple Congolais. Quand j'ai sollicité son suffrage pour présider aux destinées de notre Pays lors des dernières élections présidentielles qu'on avait promis libres et transparentes, je me suis retiré parce que les conditions requises pour la sincérité et la transparence n'étaient pas au rendez-vous alors qu'il y avait vacance de pouvoir dès mars 2009 ; que le gouvernement était démit d'office le 6 juin 2009 à l'annonce de la candidature de M. Sassou Nguesso à sa propre succession. Lors de mon Point-Pressé du 9 juin 2009, j'ai tiré les conséquences en prenant le Peuple Congolais Souverain à témoin pour ne pas participer à une élection tronquée qui accoucherait forcément d'une souris ! Je me suis retiré sans jouer au jeu de l'oie ! Je suis parti en Europe.

aux calculs mesquins de chasse aux sorcières. Cela ne rime à rien. Lorsque les élections sont passées, il faut, je crois, enterrer le contentieux politique né de la mauvaise préparation des élections afin que chacun soit utile, que chaque compatriote qui a des compétences soit sollicité. Voyez le président Barack Obama et Hillary Clinton, son challenger au parti démocrate, ou encore le même président américain avec M. Mc Cain son adversaire chez les Républicains ! Si les conditions sont agréées, on examine si on peut travailler ensemble ; si les conditions ne sont pas favorables, on décline l'offre sans pour autant devenir des ennemis jurés ! Chacun doit être libre de jouer sa partition. C'est ce qui se passe dans les pays des Mers du Nord. C'est ce que je fais et applique. Aujourd'hui, je joue la partition qui m'est propre.

Lors de la prestation de serment, le Président de la République avait longuement critiqué lui-même les membres de son gouvernement en les qualifiant entre autres de corrompus lorsqu'il avait lancé son chantier du " Chemin d'avenir ". Curieusement, il a reconduit les mêmes personnes dans un gouvernement de 100 jours ; ce qui a conduit à une incompréhension voire un divorce entre le Président de la République et le Peuple. Il est normal que je parle. Il est normal que je fustige les errements du gouvernement " curatellisé " et le Parlement qui ne s'intéressent pas aux problèmes des populations mais s'activent pour leurs émoluments.

(Suite dans le prochain numéro)